



**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES
COMITÉ DU CODEX SUR LA NUTRITION ET LES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES OU DE RÉGIME**

Quarantième session

**Berlin, Allemagne
26 – 30 novembre 2018**

**QUESTIONS SOULEVÉES PAR LA FAO ET L'OMS
(Préparé par la FAO et l'OMS)**

AVIS SCIENTIFIQUE DEMANDÉ PAR LE CCNFSDU

Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition (JEMNU) concernant l'établissement de facteurs de conversion de l'azote en protéine pour les ingrédients à base de soja et de lait utilisés dans les préparations pour nourrissons et les préparations de suite

Lors du CCNFSDU39, le Comité a demandé aux réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition (JEMNU) de fournir un avis scientifique concernant l'établissement de facteurs de conversion de l'azote en protéine fondés scientifiquement, à utiliser pour déterminer la teneur en protéines des ingrédients à base de soja et de lait utilisés dans les préparations pour nourrissons et les préparations de suite. Conformément au mandat et au règlement intérieur du JEMNU, les principales questions PICO ont été définies de façon à orienter l'étude systématique. Une étude systématique a ensuite été commandée aux experts dans le domaine de la quantification et de l'analyse des protéines, et cette étude devrait être achevée d'ici avril 2019. Par ailleurs, afin de compléter les données obtenues dans le cadre d'un examen de la littérature scientifique, il est prévu de lancer un appel à la fourniture de données avant la fin novembre 2018 dans le but de recueillir les données pertinentes non publiées qui pourraient être disponibles. Une réunion des JEMNU destinée à examiner et à évaluer la qualité des preuves engendrées par l'étude systématique devrait se tenir d'ici la mi-2019. Un rapport présentant les résultats de cette réunion devrait être transmis avant la 41^e session du CCNFSDU.

Groupe d'experts de la FAO sur l'évaluation de la qualité des protéines dans les préparations de suite pour enfants en bas âge et les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi

Faisant suite à une demande soumise par le CCNFSDU38, la FAO a organisé un groupe d'experts dont la mission était de donner un avis scientifique sur l'élaboration de lignes directrices pour les membres du Codex, afin de déterminer la qualité des protéines à l'aide de l'indice d'acides aminés corrigé de la digestibilité des protéines (PDCAAS) dans les préparations de suite pour enfants en bas âge (12 à 36 mois) et les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF). Le groupe de travail s'est réuni au siège de la FAO, à Rome, en Italie, du 6 au 9 novembre 2017. Un rapport présentant les résultats de cette réunion a été publié en novembre 2018¹ et donne des orientations pratiques sur la mesure de la qualité des protéines dans deux produits distincts utilisés pour nourrir les enfants dans différentes situations, à savoir les RUTF et les préparations de suite pour enfants en bas âge.

AUTRES INFORMATIONS

Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025

Le premier rapport d'avancement sur la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (Décennie pour la nutrition), publié en 2018 et présenté par le Secrétaire général des Nations Unies à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-douzième session, offre une vision d'ensemble des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Décennie pour la nutrition, reflétant les principales évolutions au niveau international, régional et national.

Une lettre, signée conjointement par le Directeur général de la FAO et celui de l'OMS, a été envoyée à l'ensemble des Ministres de la Santé et de l'Agriculture des 194 États membres, demandant aux pays de prendre des engagements pour améliorer la nutrition. Afin de guider les pays dans leur transposition des politiques et des actions recommandées par le Cadre d'action volontaire de la CIN2 en engagements d'action plus contraignants et concrets spécifiques aux pays, la FAO et l'OMS ont publié ensemble le

¹ <http://www.fao.org/3/CA2487EN/ca2487en.pdf>

document intitulé « Renforcer l'action sur la nutrition : guide de ressources pour les pays basé sur les recommandations stratégiques de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition » ("Strengthening nutrition action: a resource guide for countries based on the policy recommendations of the Second International Conference on Nutrition" –

<http://www.who.int/nutrition/publications/strengthening-nutrition-action/en/>) . Une note d'information stratégique conjointe FAO/OMS intitulée « Favoriser les engagements en faveur de la nutrition dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition » ("Driving commitment for nutrition within the UN Decade of Action on Nutrition" – <http://www.who.int/nutrition/publications/decade-of-action-commitment-policybrief/en/>) définit les moteurs de l'engagement des individus et des organisations dans le soutien aux actions pour une meilleure nutrition.

De plus en plus, des réseaux d'action de portée mondiale ou régionale, dont l'objectif est d'accélérer et d'harmoniser les efforts autour de thèmes spécifiques en lien avec un domaine d'action du programme de travail de la Décennie pour la nutrition, sont en train de se mettre en place. La Norvège dirige un réseau d'action mondial sur la nourriture durable provenant des océans et des eaux intérieures pour la sécurité alimentaire et la nutrition (<https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/>).

Le 24 juillet 2018, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à l'unanimité la résolution intitulée « Mise en œuvre des activités relevant de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) » (A/72/L.63). Dans cette résolution, l'Assemblée générale s'inquiète du fait que le monde est mal engagé à l'heure actuelle pour éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030. L'Assemblée générale a pris note du rapport du Secrétaire général (A/72/829) et décrit le programme de travail pour la mise en œuvre de la Décennie pour la nutrition comme un « document vivant » qui s'appuie sur les initiatives des gouvernements et de leurs partenaires et les relie entre elles. Par ailleurs, l'Assemblée générale a renouvelé ses encouragements aux gouvernements et à leurs partenaires à prendre des engagements plus ambitieux dans le but d'intensifier leurs efforts et d'élargir leurs activités dans le cadre du programme de travail de la Décennie pour la nutrition. L'Assemblée générale a également réitéré son appel à la FAO et à l'OMS pour qu'elles renforcent davantage leurs efforts dans la poursuite du pilotage et du suivi de la mise en œuvre de la Décennie pour la nutrition, en collaboration avec les autres agences et organes des Nations Unies, et de la plate-forme multipartite du CSA, conformément à son mandat.

Un site web dédié à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition est désormais accessible dans les six langues des Nations Unies (www.un.org/nutrition).

L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire (SOFI 2018)

L'édition 2018 de L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (<http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/fr/>) a été présentée au mois de septembre par les cinq agences des Nations Unies : FAO, FIDA, PAM, UNICEF et OMS.

Le rapport traite de façon détaillée la situation actuelle de la faim et des différentes formes de malnutrition, notamment les retards de croissance chez l'enfant, l'émaciation et le surpoids, l'obésité chez l'adulte, l'anémie chez les femmes et l'allaitement au sein. L'une de ses principales conclusions est l'apparition de nouvelles preuves qui continuent de faire état d'une augmentation de la faim dans le monde et d'un renversement de tendance après une période de baisse prolongée. On estime qu'en 2017, le nombre de personnes sous-alimentées est passé à 821 millions. L'émaciation continue de toucher plus de 50 millions d'enfants de moins de cinq ans dans le monde et ces enfants sont exposés à un risque accru de morbidité et de mortalité. Dans le même temps, plus de 38 millions d'enfants de moins de cinq ans sont en surcharge pondérale. Des progrès ont été enregistrés dans la réduction des retards de croissance chez l'enfant, mais plus de 151 millions sont encore touchés. La prévalence de l'obésité chez l'adulte et de l'anémie chez les femmes en âge de procréer augmente chaque année. En 2017, plus d'un adulte sur huit était obèse dans le monde, soit plus de 672 millions. Cette année, l'accent est mis sur la manière dont les variations climatiques et les phénomènes extrêmes menacent d'entamer et de renverser les acquis en matière d'élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes, en nuisant à la productivité agricole, en participant aux pénuries de denrées alimentaires et en exerçant un impact négatif sur l'utilisation des denrées alimentaires. En outre, l'effet cumulé des changements climatiques porte préjudice à l'accès des populations à des régimes alimentaires sains, à une nutrition sûre et à la santé.

Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

Lors de la 45^e session annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), la nutrition a occupé une place prédominante dans l'ordre du jour. Le Comité a validé le mandat pour la préparation des directives volontaires du CSA relatives aux systèmes alimentaires et à la nutrition, en soutien à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, et reconnu l'importance d'un processus inclusif conduisant à l'adoption de ces directives volontaires, ouvert à toutes les parties intéressées, qui sera animé par le Secrétariat du

CSA, avec l'assistance d'une équipe technique, sous la houlette du Groupe de travail à composition non limitée du CSA sur la nutrition. Les directives volontaires devraient donner des orientations pour aider les pays à rendre opérationnelles les recommandations du Cadre d'action de la CIN2, sous l'égide de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour en savoir plus, voir : <http://www.fao.org/cfs/home/plenary/cfs45/en/>

Consultation internationale de la FAO/OMS pour des régimes alimentaires sains et durables

Lors d'une réunion organisée le 12 juillet 2017 à Genève, en Suisse, le Directeur général de la FAO et celui de l'OMS sont convenus que les deux agences allaient travailler ensemble plus étroitement sur le thème des régimes alimentaires sains. Un dialogue entre l'OMS et la FAO sur ce que constitue un régime alimentaire sain a été proposé, avec une contribution potentielle à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition. En guise de suivi, une journée de réunion a été organisée le 14 décembre 2017 à Genève entre les deux départements techniques de la FAO et de l'OMS, et il a été convenu d'organiser conjointement une Consultation internationale pour des régimes alimentaires sains et durables en février 2019, au siège de la FAO. Il est prévu que la consultation débouche sur des principes directeurs concernant les régimes alimentaires sains que les pays et les individus pourront suivre pour parvenir à un bien-être nutritionnel tout en garantissant dans le même temps la durabilité.

Note d'information de la FAO/OMS aux parlementaires sur « Le défi de la nutrition – Solutions de systèmes alimentaires »

Les parlementaires peuvent orienter et suivre les politiques du secteur public et les dotations budgétaires dans l'optique d'une transformation des systèmes alimentaires. Par conséquent, les parlementaires sont bien placés pour faciliter la mise en œuvre des engagements de la CIN2 pris par les pays dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), et responsabiliser les principales parties prenantes dans leurs actions. Cette note d'information (<http://www.fao.org/3/ca2024en/CA2024EN.pdf>) décrit ce que les parlementaires doivent connaître à propos de la situation actuelle de la nutrition dans le monde et la manière dont les systèmes alimentaires façonnent des environnements alimentaires qui entraînent les populations vers des régimes alimentaires mauvais pour la santé, l'un des facteurs de causalité de la malnutrition sous toutes ses formes. En octobre 2018, à l'occasion du Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition qui s'est tenu à Madrid, le Directeur général de la FAO a présenté la publication « Le défi de la nutrition », dans laquelle la FAO et l'OMS proposent une série de mesures que les parlementaires peuvent prendre pour transformer les systèmes alimentaires.

Bases de données sur la consommation alimentaire mondiale

Des informations fiables sur la consommation alimentaire recueillies au niveau individuel sont nécessaires pour estimer les apports nutritionnels et identifier les principales sources d'éléments nutritifs dans l'alimentation. Afin de traiter le problème de l'accès insuffisant à de telles données, la FAO et l'OMS ont élaboré un outil baptisé FAO/WHO GIFT (FAO/WHO Global Individual Food consumption data Tool). Cette base de données complète est un outil servant à plusieurs objectifs. La plateforme FAO/WHO GIFT fournit des indicateurs simples et précis fondés sur les aliments, dérivés de données individuelles de consommation alimentaire désagrégées par âge et sexe, et qui sont nécessaires dans le domaine de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments. Le système de classification et de description des aliments utilisé a pour nom FoodEx2. Il a été développé par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et consolidé en vue d'un usage mondial. L'outil est librement accessible en ligne par l'intermédiaire d'une plateforme web interactive : <http://www.fao.org/gift-individual-food-consumption/en/>. La plateforme contient déjà une carte d'inventaire avec des informations détaillées sur 188 enquêtes (54 au niveau national et 134 au niveau sous-national), provenant principalement de pays à revenu faible et intermédiaire. La plateforme est actuellement alimentée en microdonnées issues d'enquêtes que l'utilisateur final peut télécharger en l'état.

Rôle de la FAO dans l'aide aux pays pour l'élaboration et la mise en œuvre des Recommandations alimentaires

1. Le site web de la FAO sur les Recommandations alimentaires a été lancé en novembre 2014 et sert de répertoire et de plate-forme pour l'échange d'informations sur les recommandations diététiques dans le monde entier. Le site compte actuellement des recommandations alimentaires venant de 101 pays, et sera actualisé en permanence à mesure que des recommandations seront créées ou révisées.
 - Pour accéder au site web de la FAO sur les Recommandations alimentaires : <http://www.fao.org/nutrition/education-nutritionnelle/food-dietary-guidelines/home/fr/>.
2. Une assistance technique directe a été fournie aux gouvernements d'Afghanistan et de Sierra Leone en vue de développer des recommandations alimentaires nationales. Une assistance technique pour la

révision des Recommandations alimentaires a également été fournie à plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

3. Des travaux sont en cours pour le développement d'un ensemble de ressources documentaires pour aider les pays à mettre en œuvre les recommandations alimentaires.
4. En partenariat avec l'Université de Wageningen aux Pays-Bas, la FAO a organisé un séminaire technique international sur le thème « Les innovations pour l'élaboration de recommandations alimentaires : intégrer le développement durable dans les recommandations alimentaires », entre le 23 et le 25 octobre 2018. L'objectif global de ce séminaire technique international était de guider le développement de ressources qui amélioreront la méthode employée par les pays à revenu faible et intermédiaire pour élaborer des recommandations alimentaires, et de proposer des moyens d'incorporer le développement durable dans les recommandations alimentaires.

Bases de données FAO/INFOODS sur la composition des aliments

La FAO coordonne le Réseau international des systèmes de données sur l'alimentation (INFOODS), un réseau mondial constitué de spécialistes de la composition des aliments, visant à améliorer la qualité, la disponibilité, la fiabilité et l'utilisation des données sur la composition des aliments. Ces données sont indispensables, par exemple, pour évaluer la qualité des régimes alimentaires, ainsi que pour développer et appliquer des recommandations alimentaires en fonction des aliments et des normes d'étiquetage nutritionnel ou des normes précises du Codex. FAO/INFOODS a publié récemment trois nouvelles bases de données sur la composition des aliments : il s'agit des bases de données globales FAO/INFOODS pour les aliments type poissons et crustacés, les légumineuses et la composition alimentaire des légumineuses (légumes secs). La Base de données FAO/INFOODS sur la composition des aliments pour la biodiversité et la Base de données analytiques FAO/INFOODS sur la composition des aliments ont également été mises à jour. En outre, la FAO coordonne la mise à jour des Tableaux de composition des aliments pour l'Afrique de l'Ouest et le Kenya, qui seront publiés en 2018. Des travaux sont en cours pour l'élaboration des Directives pour la compilation des données FAO/INFOODS et le Cadre d'évaluation FAO/INFOODS pour l'analyse de la qualité des tableaux et bases de données publiés sur la composition des aliments (FCT/FCDB) (le Cadre d'évaluation), deux publications attendues pour 2019.

Les bases de données peuvent être téléchargées sur le site web FAO/INFOODS : <http://www.fao.org/infoods/infoods/en/>

Diversité alimentaire minimale - femmes (DAM-F) – un indicateur mondial basé sur les aliments pour évaluer la diversité alimentaire et l'adéquation des micronutriments dans les régimes alimentaires des femmes

La Diversité alimentaire minimale - femmes (DAM-F) est un indicateur dichotomique qui détermine si les femmes de 15 à 49 ans ont consommé ou non la veille au moins cinq sur dix groupes d'aliments définis. La proportion de femmes entre 15 et 49 ans qui atteint ce minimum au sein d'une population peut être utilisée comme indicateur indirect d'une adéquation en micronutriments plus élevée, qui représente une dimension importante de la qualité du régime alimentaire. Avec le soutien du Ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture (BMEL), la FAO a lancé début 2018 un projet de recherche sur deux ans destiné à affiner l'outil de collecte de données DAM-F, avec des actions de développement des capacités et de collecte de données dans trois pays cibles : Cambodge, Éthiopie et Zambie. Les résultats de l'étude seront publiés en complément du guide cité plus haut, en apportant de nouvelles informations sur la concrétisation optimale de la collecte de données DAM-F, y compris des recommandations avec des directives spécifiques à certains contextes, utiles pour maximiser l'exhaustivité et la précision des régimes alimentaires des femmes recensés dans le monde entier.

Rôle de la FAO dans l'éducation alimentaire et nutritionnelle à l'école (SFNE)

La FAO axe en priorité ses interventions nutritionnelles sur les enfants et elle considère l'école comme un environnement idéal pour développer des compétences et des capacités en matière d'alimentation, de nutrition et de santé. À cet égard, la FAO encourage l'éducation alimentaire et nutritionnelle à l'école (SFNE) en tant que stratégie capitale pour promouvoir ces capacités chez les enfants et au sein de la communauté scolaire dans son ensemble, ainsi que pour appuyer les résultats nutritionnels d'autres interventions et programmes en milieu scolaire.

En collaboration avec l'Université des Émirats Arabes Unis, la FAO a organisé une consultation internationale d'experts sur la SFNE en décembre 2017, qui a débouché sur une vision renouvelée de la SFNE répondant directement aux défis de la sécurité alimentaire, de la nutrition et d'autres problèmes de développement durable. Suite à cette consultation, la FAO est en train de développer des documents d'orientation mondiaux en appui de cette nouvelle vision de la SFNE, ciblant plus particulièrement les pays à revenu faible et intermédiaire. Au niveau régional et national, la FAO a fourni récemment un appui technique pour la conception de la discipline Écologie humaine / Éducation nutritionnelle dans le cursus de formation

des enseignants au Malawi, pour l'intégration d'une éducation alimentaire et nutritionnelle fondée sur les comportements dans la révision du cursus national au Kenya, ainsi que lors de l'atelier de lancement pour l'évaluation des bonnes pratiques d'intégration de l'éducation alimentaire et nutritionnelle à l'école en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda et en Ouganda. Pour en savoir plus sur le rôle de la FAO dans les écoles : <http://www.fao.org/school-food/fr/>

Groupe de travail mixte FAO/PAM/FIDA/Bioversity International (organismes ayant leur siège à Rome) sur les chaînes de valeur alimentaires durables tenant compte de la nutrition (FVCN) et les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale (HGSF)

En collaboration avec le FIDA, le PAM et Bioversity International, la FAO a défini les chaînes de valeur alimentaires tenant compte de la nutrition comme un domaine prioritaire pour la mise en place d'un groupe de travail sur le sujet. Les organismes ayant leur siège à Rome vont tenter de nouer des partenariats avec les gouvernements, les agences pour le développement et d'autres organismes afin de faciliter la création de chaînes de valeur alimentaires durables au service de la nutrition au niveau des pays. C'est dans ce but que la FAO pilote le développement d'une formation en ligne destinée à fournir aux concepteurs et aux gestionnaires les notions, les principes et les outils dont ils ont besoin pour se servir des méthodes de chaîne de valeur afin d'améliorer la nutrition.

Par ailleurs, la FAO, le PAM et le FIDA, en étroite collaboration avec la Global Child Nutrition Foundation (GCNF), le Partnership for Child Development (PCD), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Centre d'excellence du PAM au Brésil, ont uni leurs forces pour publier un cadre de ressources destiné à la conception, la mise en œuvre et l'élargissement des programmes nationaux d'alimentation scolaire utilisant la production locale (HGSF). La FAO pilote actuellement le développement d'une formation en ligne sur les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale destinée aux praticiens de ces programmes, aux décideurs politiques, aux partenaires de développement, aux gouvernements, aux organisations de la société civile et communautaires et au secteur privé.

Ambition et action de l'OMS pour la nutrition 2016-2025

L'Ambition et action pour la nutrition de l'OMS prend acte de la nécessité d'une collaboration multisectorielle en dehors du secteur de la santé afin de combattre la propagation de la malnutrition sous toutes ses formes. En partenariat avec la FAO, elle assurera le suivi des résultats de la CIN2, y compris ceux qui concernent le Codex et les questions liées à la sécurité sanitaire des aliments. Afin de concrétiser l'Ambition et action pour la nutrition, l'OMS s'est lancée dans le renforcement des capacités de son personnel spécialisé dans la nutrition, ainsi que des autres personnels travaillant sur les questions relatives à la nutrition à tous les niveaux. Deux formations en face à face pour le personnel des régions de Méditerranée orientale (EMRO) et d'Afrique (AFRO) ont été organisées, portant sur les questions de nutrition à l'échelle mondiale et celles spécifiques à ces régions. La formation de l'AFRO contenait également une session sur la sécurité sanitaire des aliments et le Codex Alimentarius. Une plateforme de connaissances sur la nutrition (NKH) a été élaborée ; par l'intermédiaire de cette plateforme, les personnels concernés peuvent accéder aux six formations en ligne que le Département Nutrition pour la santé et le développement de l'OMS (NHD) a développées sur les questions relatives à la nutrition. La NKH regroupe également les ressources existantes sur la nutrition provenant des régions de l'OMS et des agences sœurs des Nations Unies. La NKH sera lancée le 14 décembre 2018.

Troisième réunion de haut niveau des Nations Unies sur les MNT

Lors de la troisième réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les MNT (New York, septembre 2018), les chefs d'État et de gouvernement sont convenus de prendre la responsabilité des efforts de leurs pays respectifs dans la prévention et le traitement des MNT, y compris par des mesures politiques, législatives et réglementaires, notamment des mesures fiscales visant à protéger les populations contre le tabagisme, les mauvaises habitudes alimentaires et l'abus d'alcool. La réunion a adopté une déclaration politique (http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/73/2) dans laquelle elle appelle les fabricants de produits alimentaires à prendre plusieurs mesures, notamment à reformuler les produits afin de réduire leur teneur en sel, en sucres libres et en graisses saturées et trans produites industriellement, en utilisant l'étiquetage nutritionnel sur les denrées alimentaires emballées pour informer les consommateurs et en limitant la publicité pour les aliments et les boissons ciblant les enfants.

Résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (2018)

La 71^e Assemblée mondiale de la Santé (WHA), qui s'est tenue en mai 2018, a adopté une résolution concernant l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA71/A71_R9-fr.pdf). Cette résolution invite les États membres à entreprendre un certain nombre d'actions pour améliorer l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Elle rappelle les précédentes résolutions WHA qui appellent à mettre en œuvre et/ou à renforcer les mécanismes

nationaux d'application des mesures visant à donner effet au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel ainsi qu'à d'autres recommandations de l'OMS reposant sur des bases factuelles ; à mettre en œuvre les recommandations de l'OMS visant à mettre un terme aux formes inappropriées de promotion des aliments pour nourrissons et jeunes enfants ; et à assurer une alimentation du nourrisson et du jeune enfant appropriée et fondée sur des données factuelles dans les situations d'urgence. La résolution appelle également à accroître les investissements dans les politiques et les programmes sur l'allaitement maternel.

Commercialisation des substituts du lait maternel : mise en œuvre du code international à l'échelle nationale, rapport de situation 2018

Cette mise à jour biennale sur la situation juridique du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel a été publiée en mai 2018 (http://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/code_report2018/en/). Ce rapport indique que sur 194 pays, 136 ont mis en place une forme quelconque de mesure légale couvrant l'ensemble des dispositions du code, un grand nombre d'entre elles ou quelques-unes de ces dispositions. Trois pays ont voté une nouvelle législation s'appuyant sur le code, trois ont adopté des mesures légales supplémentaires pour renforcer leur cadre législatif et deux ont pris des mesures rétroactives en abrogeant des lois ou des dispositions spécifiques de certaines lois. Le rapport fournit également des informations sur les dispositions concernant la commercialisation d'aliments complémentaires dans les 59 pays qui couvrent ces aliments complémentaires dans leur législation en lien avec le code. Parmi ces pays, 29 imposent des messages et des étiquettes pour les aliments complémentaires, qui doivent comprendre une déclaration indiquant qu'il est important de poursuivre l'allaitement au sein jusqu'à l'âge de deux ans ou plus, tandis que 23 imposent une mention de l'importance de ne pas recourir à une alimentation complémentaire avant l'âge de six mois. Trente-sept de ces pays interdisent aux fabricants et aux distributeurs de parrainer des réunions de professionnels de la santé et des réunions scientifiques, mais les fabricants et les distributeurs se voient interdire l'utilisation des établissements de santé pour organiser des événements, concours ou campagnes à visée commerciale dans seulement 14 pays.

Boîte à outils NetCode pour le suivi permanent et l'évaluation périodique du Code

L'OMS est à la tête du Réseau pour le suivi mondial et l'aide à la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et des résolutions consécutives pertinentes de l'Assemblée mondiale de la Santé (NetCode – Network for Global Monitoring and Support for Implementation of the International Code of Marketing of Breast-milk Substitutes and Subsequent relevant World Health Assembly Resolutions). Le partenaire de NetCode a élaboré une boîte à outils pour redynamiser et renforcer le suivi permanent et l'évaluation périodique du code et des législations nationales en proposant des protocoles, des recommandations et des outils. Cette boîte à outils se compose de deux protocoles, un pour les systèmes de suivi permanent et un pour les évaluations périodiques. Le système de suivi permanent est conçu pour être géré par les pouvoirs publics et intégré dans les systèmes de réglementation et de mise en application existants, afin de suivre en continu le respect du code de manière systématique et durable, de façon à pouvoir prendre des mesures d'exécution immédiates. Le protocole d'évaluation périodique définit un modèle de recherche standard destiné à quantifier le niveau de conformité aux lois nationales et au code (tous les 3 à 5 ans), en recensant les lacunes et les problèmes qui doivent être traités au moyen de mesures politiques et législatives, de programmes et d'investissements.

Questions fréquemment posées sur le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel

L'OMS a publié une brochure facile à lire sur le code, qui fournit des informations détaillées sur des questions spécifiques qui ont été soulevées (<https://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/breastmilk-substitutes-FAQ2017/fr/>). Elle s'adresse aux responsables politiques, aux agents de santé et aux autres parties concernées par le code, ainsi qu'au grand public.

Guide pour la mise en œuvre de la révision de l'Initiative Hôpitaux Amis des Bébé 2018

Sur la base des directives sur les soins aux patients publiées en 2017, l'OMS et l'UNICEF ont publié un nouveau guide en 2018 concernant la mise en œuvre de l'Initiative Hôpitaux Amis des Bébé. Ce guide entreprend de réviser les « Dix conditions pour le succès de l'allaitement maternel » pour la première fois depuis 1989. Ces conditions sont réparties en procédures de gestion critiques et pratiques cliniques essentielles. La première condition concernant les services de maternité inclut désormais explicitement l'obligation pour les établissements de respecter intégralement le Code de commercialisation des substituts du lait maternel. Le guide pour la mise en œuvre met l'accent sur l'élargissement de la couverture universelle et la garantie de la durabilité à long terme par une intégration plus complète du programme dans le système de santé.

VIH et alimentation du nourrisson dans les situations d'urgence : orientations opérationnelles (2018)

Des millions de personnes dans le monde sont touchées par des situations d'urgence, dont la majorité sont des femmes et des enfants. On compte parmi ces personnes un grand nombre qui savent qu'elles vivent avec le VIH et d'autres qui sont susceptibles d'ignorer leur statut vis-à-vis du VIH. Ces orientations opérationnelles s'appuient sur une consultation menée par l'OMS, l'UNICEF et le réseau Emergency Nutrition Network en septembre 2016 à Genève, en Suisse, qui a réuni un panel croisé de participants de haut niveau issus des agences des Nations Unies, des gouvernements, d'organisations non gouvernementales, des milieux universitaires et d'autres organismes travaillant sur la nutrition et le VIH dans les situations d'urgence. Ce document établit des principes de base en relation avec le VIH et l'alimentation du nourrisson dans les situations d'urgence, ainsi que les mesures que les pouvoirs publics et d'autres acteurs peuvent prendre pour se préparer aux situations d'urgence.

Mise à jour des besoins en éléments nutritifs pour les nourrissons et les enfants en bas âge de moins de 3 ans

L'OMS a lancé le processus de préparation à une mise à jour des besoins en éléments nutritifs pour les nourrissons et les enfants en bas âge de moins de 3 ans. Ce processus inclut le recensement des besoins en éléments nutritifs recommandés existants et des bases physiologiques utilisées pour déterminer ces besoins dans différents pays, au moyen de la compilation d'une liste étendue de recommandations alimentaires nationales de pays de toutes les régions. L'OMS a également passé en revue la littérature scientifique récente concernant aussi bien les macronutriments que les micronutriments, en vue d'établir un ordre de priorité dans les éléments nutritifs pour la mise à jour des besoins correspondants pour ce groupe d'âge. Un document d'étude est en cours d'élaboration en vue de guider la préparation des études systématiques requises pour évaluer les preuves existantes afin d'actualiser ces besoins en éléments nutritifs. Des discussions sont en cours entre la FAO et l'OMS en vue d'entreprendre cette mise à jour de façon conjointe en 2019.

Sous-groupe sur l'alimentation et la santé du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS (NUGAG)

Glucides, acides gras polyinsaturés et modèles alimentaires

La 12^e réunion du Sous-groupe sur l'alimentation et la santé du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS (NUGAG) aura lieu à Genève, en Suisse, du 3 au 6 décembre 2018. Le Sous-groupe du NUGAG sur l'alimentation et la santé finalisera ses recommandations basées sur des données probantes pour les **glucides** (y compris les fibres alimentaires) et les **acides gras polyinsaturés** (y compris l'EPA et le DHA), en tenant compte non seulement de la qualité des preuves, mais aussi de critères supplémentaires, notamment l'équilibre entre les bénéfiques et les risques, les valeurs et les préférences, les implications en termes de ressources, la priorité des problèmes, l'équité et les droits de l'homme, l'acceptabilité et la faisabilité. Parmi les études systématiques de fond sur les acides gras polyinsaturés, trois ont été publiées récemment sous forme d'études Cochrane, de même qu'une étude sur l'amidon alimentaire et la santé bucco-dentaire. Plusieurs études additionnelles seront publiées entre fin 2018 et début 2019. S'agissant des **modèles alimentaires**, le Sous-groupe du NUGAG sur l'alimentation et la santé passera en revue les résultats de l'étude systématique initiale qui s'est appuyée sur les questions PICO développées lors de la 11^e réunion du NUGAG en 2017.

Acides gras saturés et acides gras trans

Une consultation publique sur le projet de directives de l'OMS sur l'apport en acides gras saturés et en acides gras trans chez l'adulte et chez l'enfant a été organisée en mai 2018. Les observations ont été examinées et les directives sont désormais en cours de finalisation en vue d'une publication début 2019.

Édulcorants non sucrés

Le projet de directives de l'OMS sur l'emploi des édulcorants non sucrés chez l'adulte et chez l'enfant est en cours de finalisation et une consultation publique est prévue pour décembre 2018.

Sous-groupe sur les actions politiques du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS (NUGAG)

Afin de contribuer à la mise en œuvre du développement d'orientations et de mesures de politique éclairées par des données probantes pour aider les États membres à développer des environnements alimentaires propices pour promouvoir une alimentation et une nutrition saines, l'OMS a mis en place le *Sous-groupe sur les actions politiques du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS (NUGAG)*, qui travaillera aux côtés du Sous-groupe du NUGAG sur l'alimentation et la santé. Le Sous-groupe du

NUGAG sur les actions politiques se concentrera initialement sur l'élaboration de trois ensembles de directives, à savoir sur les politiques d'étiquetage nutritionnel, sur les politiques visant à limiter la publicité pour les aliments ciblant les enfants et sur les politiques budgétaires visant à promouvoir des régimes alimentaires sains. L'élaboration des directives sur les actions politiques visant à promouvoir des régimes alimentaires sains et une nutrition saine contribuera largement à la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), dont l'objectif est d'intensifier les actions au niveau national, régional et mondial pour concrétiser les engagements pris dans les documents finaux de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). Elle contribuera également à concrétiser les engagements de la Déclaration politique de la troisième réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles et, au final, aux Objectifs de développement durable (ODD) en relation avec la santé et la nutrition. Les experts qui pourront en être membres ont été recensés et la première réunion du Sous-groupe du NUGAG sur les actions politiques, durant laquelle le champ d'application des directives sera discuté et finalisé, se tiendra du 11 au 14 décembre 2018 à Genève, en Suisse.

Directives de l'OMS : enrichissement du riz avec des vitamines et des sels minéraux dans le cadre de la santé publique

Il s'agit des premières directives éclairées par des données probantes de l'OMS pour cette intervention sur ce support alimentaire spécifique, le riz. Elles ciblent l'utilisation de cette intervention en tant que stratégie de santé publique et non pas un enrichissement du riz encouragé par le marché. Compte tenu des nombreux types de riz consommés dans différents pays dans le monde en tant que supports alimentaires pour l'enrichissement, ainsi que de la mise à jour du processus actuellement employé pour l'enrichissement des grains de riz, il a été jugé nécessaire d'établir des directives distinctes pour ce support alimentaire. Les procédures rigoureuses décrites dans le Manuel OMS d'élaboration des directives ont été suivies pour produire ces directives. Ces directives viennent compléter les Directives OMS/FAO sur les aliments enrichis en micronutriments (2006) et la publication de l'Organisation panaméricaine de la Santé intitulée « Iron compounds for food fortification: guidelines for Latin America and the Caribbean », 2002. Ce document contient des sections plus étendues sur la diffusion et met à jour le récapitulatif des preuves utilisées pour les directives, sur la base des études systématiques et textuelles les plus récentes sur le sujet.

Détermination des priorités dans le développement des lignes directrices sur la nutrition

Dans le cadre d'un effort visant à préserver l'indépendance et la transparence dans le travail normatif de l'OMS, ainsi qu'à renforcer la compréhension du processus appliqué pour déterminer les sujets prioritaires pour le développement de lignes directrices parmi les États membres et les parties prenantes, le Département Nutrition pour la santé et le développement de l'OMS a actualisé le processus de détermination des priorités qu'il emploie, notamment avec le développement d'un outil de consultation en ligne destiné à faciliter davantage la participation des États membres et des autres parties prenantes. La première consultation a eu lieu entre juin et juillet 2017 et elle a permis aux participants de soumettre des sujets pour le développement de lignes directrices, avec des informations contextuelles concernant l'importance des sujets en question pour la santé publique et les preuves scientifiques disponibles. Les résultats de cette consultation ont été analysés et passés en revue par le Groupe consultatif d'experts sur la nutrition de l'OMS et le classement final des sujets pour l'élaboration de lignes directrices a été finalisé en juillet 2018. Le rapport abrégé peut être consulté à l'adresse http://www.who.int/nutrition/topics/guideline-development/prioritization-process/Prioritization_process_results_2017-2018.pdf.

Consultation technique de l'OMS – Produits en relation avec la nutrition et Liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels : considérations pratiques et faisabilité

Au vu du développement croissant des produits en relation avec la nutrition destinés à être utilisés dans un cadre de santé publique et dans des interventions cliniques pour la prévention et le traitement de la malnutrition (à savoir les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF), les préparations diététiques thérapeutiques (F75 et F100), les poudres de micronutriments multiples contenant du fer, les compléments en vitamines et sels minéraux), garantir l'accès à ces produits pour ceux qui en ont le plus besoin est vital. L'accès à ces produits en relation avec la nutrition peut être amélioré en les incluant dans la Liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels (LME), un élément clé de la couverture santé universelle. En alternative, certains de ces produits peuvent être inscrits en tant qu'aliments destinés à des fins médicales spéciales. L'OMS a organisé cette consultation technique les 20 et 21 septembre 2018 à Genève, en Suisse, dans le but d'identifier les critères qui définissent un produit en relation avec la nutrition pouvant être examiné comme candidat à une inscription dans la LME, ainsi que pour déterminer les avantages, les inconvénients et les compromis qui résulteraient de l'inclusion des produits en relation avec la nutrition dans la LME.

Anémies nutritionnelles : des outils pour une prévention et un contrôle efficaces

Une note a été publiée sur « La supplémentation hebdomadaire en fer et en acide folique en tant que stratégie de prévention des anémies chez les femmes et les adolescentes : enseignements tirés de la mise

en œuvre de programmes chez les femmes non enceintes en âge de procréer » (<http://www.who.int/nutrition/publications/micronutrients/WIFS-anaemia-prevention-women-adolescent-girls/en/>). Cette note vise à renforcer la compréhension commune entre les multiples acteurs de l'importance d'investir dans un programme de supplémentation hebdomadaire en fer et en acide folique (WIFS) pour les femmes non enceintes en âge de procréer, y compris les adolescentes et les femmes adultes entre 15 et 49 ans.

Deuxième Étude mondiale des politiques nutritionnelles (2016-2017)

Les analyses des informations et des données fournies par 176 États membres (91 %) et une région ayant répondu à l'étude ont été achevées et la publication du rapport final est prévue avant la fin 2018. Une synthèse des résultats a été transmise à la 70^e Assemblée mondiale de la Santé (WHA) en mai 2018, comme prévu par la résolution WHA 68.19 et par la décision WHA 68(14). Les résultats ont également été utilisés dans le rapport du Secrétaire général à la 72^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Toutes les données individuelles par pays seront intégrées dans la Base de données mondiale de l'OMS sur la mise en œuvre des actions en matière de nutrition (GINA) dès que le rapport sera publié.

Base de données mondiale de l'OMS sur la mise en œuvre des actions en matière de nutrition (GINA)

Un répertoire a été développé par l'OMS et la FAO pour la supervision des engagements SMART pris par les pays et le suivi de leur mise en œuvre dans le cadre des efforts pour atteindre les objectifs de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) ; ce répertoire a été intégré dans la Base de données mondiale de l'OMS sur la mise en œuvre des actions en matière de nutrition (GINA) (<https://extranet.who.int/nutrition/gina/>), ainsi que sur le site web des Nations Unies consacré à la Décennie d'action (<https://www.un.org/nutrition/commitments/gina>).

GINA contient actuellement des informations sur près de 2 000 politiques nationales et 3 000 actions programmatiques mises en œuvre dans les pays. Ces données proviennent de trois sources, notamment les activités de suivi régulier de l'OMS (par exemple enquêtes, rapports des bureaux régionaux et nationaux de l'OMS, études documentaires), les informations transmises par les partenaires (qui tiennent les bases de données sur les politiques en lien avec la nutrition ou qui participent à la mise en œuvre des programmes et des actions sur la nutrition dans les pays), et les informations transmises par les utilisateurs abonnés dans le cadre d'une approche participative de type « wiki ».

Actualisation des profils par pays du Système d'information sur le paysage nutritionnel (NLIS)

Les profils par pays du NLIS sont en cours d'extension afin d'inclure des éléments particuliers concernant le Cadre mondial de suivi concernant la nutrition adopté par la 68^e Assemblée mondiale de la Santé (68(14)) en 2015, destiné à faciliter le suivi des progrès des pays vers les cibles mondiales en matière de nutrition pour 2025 fondées sur les 21 indicateurs de résultats, de processus et de politique. Consécutivement à ces mises à jour et à ces nouvelles évolutions dans les indicateurs inclus, l'OMS est en train d'actualiser le Guide d'interprétation des indicateurs, qui fournit des informations sur les indicateurs inclus, leur définition et les conséquences ou les implications pour la nutrition, ainsi que leurs sources de données.

Depuis le lancement du système en 2009, l'OMS n'a cessé de travailler à l'amélioration de l'organisation, de la structure et de la présentation des informations sur le site web du NLIS. Pour continuer d'améliorer l'expérience de l'utilisateur, l'OMS a lancé un sondage auprès des utilisateurs dans le but de recueillir les retours d'expérience sur le site web et d'en savoir plus sur la manière dont les profils par pays du NLIS sont utilisés.

Système d'information sur la nutrition en vitamines et sels minéraux de l'OMS : base de données sur les micronutriments

La base de données sur les micronutriments de l'OMS est une plateforme interactive qui synthétise les données publiées dans les rapports et les documents sur le statut en micronutriments des populations représentatives au niveau national, régional (à l'intérieur d'un pays) et des premiers échelons de subdivision administrative (par exemple canton, État, province). Dans cette version pilote de la base de données sur les micronutriments, les utilisateurs peuvent télécharger des données sur le statut en micronutriments des populations et créer des cartes de prévalence des carences en micronutriments. Étant donné qu'il s'agit d'une version pilote de la base de données sur les micronutriments de l'OMS étendue, les retours d'expérience sont les bienvenus tandis que des efforts sont entrepris afin d'améliorer sans cesse l'accès des utilisateurs à cette base de données. Les pays et les chercheurs sont invités à contribuer au maintien à jour de la base de données. L'OMS apprécierait d'être informée, via le site web de la base de données sur les micronutriments, des données représentatives qui répondent aux critères et qui ne sont pas encore incluses dans la base de données.